

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/L/122

16 janvier 1996

(96-0130)

SENEGAL - RENEGOCIATION DE LA LISTE XLIX

Prorogation de délai

Décision du 13 décembre 1995¹

Considérant que les PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947, par Décision du 7 décembre 1990², ont suspendu l'application des dispositions de l'article II du GATT de 1947 dans la mesure nécessaire pour permettre au gouvernement de la République du Sénégal de mettre en vigueur son nouveau tarif résultant d'une profonde restructuration du tableau des droits et taxes inscrits au tarif des douanes et de l'introduction du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (Système harmonisé), et de procéder ultérieurement à des négociations;

Tenant compte du fait que, par Décisions successives, la dérogation accordée au Sénégal a été prorogée jusqu'au 31 décembre 1995³;

Considérant que la note relative au paragraphe 1 b) iii) de la section concernant le GATT de 1994 de l'Annexe IA de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce prévoit que la Conférence ministérielle établira à sa première session une liste révisée des dérogations accordées au titre de l'article XXV du GATT de 1947 et encore en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC;

Considérant que, par Décision du 31 janvier 1995⁴, le Conseil général a établi une liste des dérogations en application lors de l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, qui comprenait la dérogation accordée au Sénégal pour la renégociation de la Liste XLIX;

./.

¹ Adoptée conformément aux procédures de prise de décisions de l'OMC au titre des articles IX et XII de l'Accord sur l'OMC approuvées par le Conseil général (WT/L/93).

² IBDD, S37/319.

³ WT/L/85.

⁴ WT/L/3 + Corr.1.

Considérant que le paragraphe 2 du Mémoire d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 prévoit que toute dérogation en application à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC prendra fin, à moins qu'elle ne soit prorogée conformément aux procédures énoncées au paragraphe 1 dudit mémorandum d'accord et à celles de l'article IX de l'Accord sur l'OMC, à la date de son expiration ou deux ans après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, si ce délai est plus court;

Tenant compte du fait que le Sénégal a soumis la documentation nécessaire à la conduite des négociations au titre de l'article XXVIII en août et novembre 1993⁵;

Notant que le gouvernement du Sénégal est sur le point de conclure des négociations avec ses partenaires;

Considérant que le gouvernement sénégalais, ayant satisfait aux prescriptions énoncées au paragraphe 1 du Mémoire d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant du GATT de 1994, a demandé une nouvelle prorogation jusqu'au 30 juin 1996⁶, en vue de terminer les négociations et consultations prévues par les procédures relevant de l'article XXVIII;

Le Conseil général, agissant conformément aux dispositions de l'article IX de l'Accord sur l'OMC,

Décide, compte tenu des circonstances exceptionnelles exposées ci-dessus, de proroger jusqu'au 30 juin 1996 la dérogation accordée au Sénégal par Décision du 7 décembre 1990.

⁵SECRET/341 + Add.1.

⁶G/L/52.